

Convention Nationale

12 Octobre 1991

Intervention de Pierre Mauroy

Mes chers Camarades,

Cette Convention Nationale nous donne l'occasion de nous exprimer devant l'opinion publique, d'affirmer notre confiance en nous-mêmes en chassant de nos têtes les incertitudes d'une période difficile. D'autant plus difficile que l'élément psychologique et presque irrationnel prend une importance à mon sens démesurée.

Cette Convention doit être celle de notre affirmation !

Affirmation tout d'abord en ce qui concerne notre identité. Le Comité Directeur vient d'adopter le texte du Projet qui servira de base aux débats des militants, en vue de notre Congrès de décembre. Je veux ici saluer en votre nom l'excellent travail fourni par Michel Charzat et son équipe.

Ce congrès sera un Congrès extraordinaire, doublement extraordinaire, extraordinaire de par nos statuts ainsi qu'en a décidé le Comité Directeur de juillet, extraordinaire aussi du fait de la période. Ne craignons pas de l'affirmer, le Congrès de l'Arche de la Défense, peut et doit ouvrir un temps nouveau pour les Socialistes. En tous cas, celui du combat pour gagner en 93 et en 95.

N'ayant pas eu l'occasion de m'exprimer devant le Comité Directeur, nous en avons décidé ainsi pour tenir notre ordre du jour, je dirai quelques mots du sens et de l'intérêt de notre projet.

Il est certes toujours essentiel d'approfondir nos idées. Mais il l'est plus encore lorsque le monde est à ce point en interrogation. Le temps qui s'ouvre ne doit pas être celui du doute, mais tout au contraire une nouvelle grande ère d'affirmation de nos idées.

Compte tenu de l'état d'esprit dominant, ce que je dis peut paraître paradoxal. Cela ne l'est pourtant pas si l'on regarde l'état du Monde. Ce qui est certain, c'est que notre avenir dépend de nous. Il n'existe aucun déterminisme de l'Histoire.

Ce n'est pas parce que le communisme s'effondre que le socialisme doit s'effacer. Au contraire. Nous devons exploiter la victoire idéologique de notre choix de 1920, en restant conscients que les conséquences culturelles du communisme dureront sans doute plus longtemps encore que le communisme lui-même.

Le communisme s'est effacé, certes, mais il laisse derrière lui des réalités, oui, et souvent des espoirs que l'on retrouvera longtemps dans les mentalités, dans les pratiques sociales et dans les comportements individuels. A nous de donner à ces aspirations un contenu qui est celui de notre socialisme. Et plus que jamais il nous revient de démontrer que le socialisme conserve, lui, ses capacités intactes. C'est un des objectifs du projet.

On déclare bien hâtivement le capitalisme vainqueur de la période ! Les réussites du marché ne doivent pas laisser ignorer les immenses déséquilibres de la planète, l'exploitation du Tiers Monde et la paupérisation de plusieurs continents.

Le potentiel de renouvellement du socialisme s'est enrichi au contact des dix ans d'exercice du pouvoir. Sous la pression des événements et parfois dans l'urgence, nous

avons accompli notre mue idéologique plus rapidement qu'à nulle autre période.

En 1981, nous étions parvenus au pouvoir au moment où un cycle industriel né à la fin du XIX^{ème} siècle s'engageait dans une mutation profonde. Mon gouvernement a été marqué du sceau de la transition entre ce qui était hier, et la période dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

Il fallait traduire des revendications sociales non satisfaites depuis plusieurs décennies, certaines parfois même attendues depuis un siècle. Il fallait en quelque sorte rétablir les comptes de l'histoire. Ce furent nos grandes réformes. Et à ceux qui nous critiquent, à droite, et même à gauche, répondons : que serions-nous à l'heure du bilan si nous n'avions pas réalisé ce que nous portions depuis tant d'années, si nous n'avions pas fait passer les convictions qui sont les nôtres ?

Mais il fallait aussi assurer le passage de la France à un nouveau cycle industriel. Accélérer une transformation sociale liée à la mondialisation en évitant de la faire payer à la seule classe ouvrière. Ce fut, c'est vrai, rude, et le temps des interrogations. Pourtant si la période nous a demandé des sacrifices, ceux-ci nous ont ouvert non seulement la durée, mais la possibilité d'engager de nouvelles étapes de transformation.

Si le candidat de la droite l'avait emporté en 1981, c'est auprès de Mme Thatcher qu'il aurait cherché son inspiration. Car le vent soufflait alors de ce côté là, avec ses terribles conséquences et la misère que vous connaissez, dans les banlieues ouvrières de Londres, Liverpool ou Manchester.

Notre bilan à nous, faut-il vous en convaincre, est immense. C'est la gauche qui a épargné à notre pays le choc libéral qui a suivi les deux chocs pétroliers, et en a aggravé les conséquences sociales. Ni l'Education Nationale, ni la Sécurité Sociale, ni les services collectifs n'auraient résisté si la droite avait occupé le pouvoir tout au long des années 80.

En réalité, les Français, j'en suis certain, se font une idée assez précise et assez objective de ce qu'a fait la gauche depuis 1981. Mais ils veulent savoir maintenant où nous allons. C'est le pessimisme pour l'avenir qui est la réalité d'aujourd'hui.

D'où la nécessité de notre Projet. Et je mets au défi la droite de faire de même car, malgré les difficultés actuelles, la gauche fidèle à elle-même, a l'atout de ses idées. Que faudrait-il de plus que son bilan et son projet pour plaider pour elle ? Rien, sinon notre énergie, notre cohésion et notre détermination.

Etre nous-mêmes, voilà notre force. Le socialisme a toujours besoin de se rénover. Mais il n'a pas à se renier. Au-delà des circonstances, il garde la même définition : la capacité de se battre contre l'injustice, le choix de la liberté et de la tolérance, le respect de la laïcité. Nous recherchons avant tout l'épanouissement de la personne humaine, afin que chacun aille au bout de sa liberté et de sa responsabilité.

Le socialisme a traversé, en s'adaptant, toutes les phases du capitalisme, mais il est resté fidèle à lui-même, en se transformant. Devons-nous devenir des sociaux-démocrates ? Je ne crois pas que ce débat doive nous diviser.

Nous utilisons parfois indifféremment les deux termes. Certains ont bien des raisons de penser que c'est la même chose.

Et pourtant, les différences sont évidentes : la social-démocratie a pu établir avec le capitalisme un compromis basé sur un vrai rapport de force, en particulier grâce à sa relation avec les organisations syndicales et les milieux associatif et coopératif. Le mouvement ouvrier en France n'a pas bénéficié de cette facilité et, pendant plus d'un siècle, il a été tenu à l'écart

des entreprises, confiné dans une sorte de marginalité, poussé à un dur combat.

Depuis dix ans, cependant nous avons fait route vers la social-démocratie. Les retrouvailles ont eu lieu dans des conditions qu'il nous faut mesurer pour mieux les assumer. C'est ainsi qu'à partir d'une rupture nous avons su définir de manière pragmatique un rapport critique avec le capitalisme. D'où notre orientation vers la société d'économie mixte, qui est à la fois une réalité et un projet. Un projet dans la mesure où la réalité de l'économie mixte aujourd'hui a besoin de s'étendre et de s'approfondir. Est-il besoin d'en donner quelques exemples ?

Nous avons modifié notre conception de l'entreprise, en même temps que nous la réhabilitons aux yeux des Français. Trop souvent encore l'entreprise reste un lieu d'exploitation, mais les meilleurs exemples témoignent qu'elle peut aussi être un lieu d'intégration. Nous avons besoin de développer un autre modèle culturel de l'entreprise. Une entreprise capable d'assurer la formation continue, la mobilité, dans une organisation du travail renouvelée, d'où le progrès technique permet d'éliminer risque et pénibilité.

Notre projet nous conduit aussi à imaginer un nouvel âge de la démocratie et à inventer une nouvelle citoyenneté. Davantage encore que la conquête des droits et des libertés, il s'agit de concilier les droits et les responsabilités de chacun avec les nécessités d'un Etat moderne et efficace.

Enfin l'écologie qui est une des dimensions modernes du socialisme que nous devons traduire dans une approche plus cohérente, compatible avec une croissance économique, qui reste le premier facteur de création d'emplois. Les générations se sont succédées, convaincues que la planète était intarissable. Nous savons aujourd'hui ce qu'il en est des risques et des périls. A nous d'y pourvoir.

Sur le projet toutes les contributions sont les bienvenues, à condition qu'elles donnent la matière d'un vrai débat qui n'est pas celui des polémiques, mais de l'approfondissement de notre identité. Nous aurons le débat avec ceux qui ont marqué par des textes leur volonté de voir discutées et prises en considération leurs positions spécifiques. Nous aurons ce débat avec Jean-Pierre Chevènement et ses amis. Nous l'aurons aussi avec Julien Dray, Jean-Luc Melenchon et Marie-Noëlle Lienemann. Mais aussi avec bien d'autres qui ont déposé des amendements. Ce débat nous devons l'avoir dans l'esprit d'arriver au congrès à un texte commun à l'ensemble des socialistes, qui puisse servir de base de discussion avec d'autres formations politiques. Nous devons y trouver l'inspiration de notre programme mais aussi de nos actions.

*
* * *

La seconde affirmation est celle de notre solidarité avec le gouvernement. Ce n'est ni une clause de style ni un rappel à la discipline. Cette solidarité autorise les critiques, les discussions, les amendements, bien entendu. Mais il est des limites que l'on ne saurait dépasser au risque d'assurer l'avantage à l'adversaire.

Dans la crise de confiance à certains égards excessive, que traverse la France, il y a des causes extérieures et des causes intérieures. L'Europe de 1993 est perçue comme indispensable mais aussi dangereuse. Presque toujours mal comprise. Il est vrai qu'avec l'affaire De Havilland, nous avons assisté à une dérive imputable au comportement dogmatique de M. Brittan, mais aussi à une lacune du Traité de Rome qui réduit la politique industrielle à une politique de sauvegarde de la concurrence. Les négociations en cours sur la future Union Politique doivent absolument remédier à cette déficience.

Mais il y a aussi les problèmes structurels qui sont ceux de notre société, le chômage bien sûr, les problèmes de la fonction publique, mais aussi une crise des échelles de valeurs. Trop de métiers et parfois socialement les plus utiles sont aussi ceux qui sont le moins reconnus, les plus mal payés et qui engagent les responsabilités les plus lourdes pour les intéressés. Le conflit des infirmières en témoigne, même si c'est l'une des catégories pour laquelle l'Etat a fait le plus d'efforts de revalorisation depuis 1981.

Le Premier ministre est à la tâche. Edith Cresson mérite notre soutien et notre gratitude pour l'action obstinée qu'elle mène, afin de remédier à des maux particulièrement tenaces dont notre société ne parvient pas à se défaire.

Un changement du climat est possible, la réunion d'hier avec quatre organisations syndicales marque sans doute un tournant. Il faut que le dialogue puisse s'approfondir encore dans les semaines à venir et puisse s'élargir. C'est notre vœu unanime et il faut y travailler.

C'est un paradoxe car ce gouvernement, tout comme le gouvernement de Michel Rocard a engagé des mesures gouvernementales fortes que nous avons à porter et à populariser. Que veut la droite et que reproche-t-elle exactement au Gouvernement ?

Peut-on lui reprocher de s'être attaqué au problème de la Sécurité Sociale en menant une politique de maîtrise négociée des dépenses de santé? On aurait pu ne rien faire. Mais si on n'avait rien fait, c'est tout le système de sécurité sociale qui aurait été en danger. Les gagnants ne seraient pas parmi ceux qui nous soutiennent. Et notre modèle français de société d'économie mixte reconnu comme un des plus performants au monde, prendrait un coup fatal.

Peut-on lui reprocher de se préoccuper de la formation des jeunes ! Il est bien vrai que l'Education Nationale n'est en rien responsable de l'augmentation du chômage, que celui provient du ralentissement de la croissance. Mais il est bien vrai aussi qu'à taux de chômage équivalent, l'embauche des jeunes s'avère plus difficile dans notre pays que chez nos voisins.

Cela n'est pas nouveau, et les entreprises ne sont pas pour rien dans cette situation. Mais nul ne doit se défausser de sa part de responsabilité. Et c'est pourquoi le Premier ministre et le Ministre de l'éducation nationale ont tout à fait raison de rapprocher l'école et l'entreprise en développant l'apprentissage et la formation en alternance.

De même en ce qui concerne le soutien aux PME-PMI. Sur ce plan là aussi, que d'inexactitudes sont complaisamment colportées par nos adversaires. Toutes les statistiques montrent que le niveau global des charges des entreprises ne présente pas un écart significatif avec les autres pays de la CEE.

Là encore, le CNPF a le tort de vouloir reporter la charge sur l'Etat, en réclamant des allègements de charges, en en réclamant toujours plus, alors que le problème de la compétitivité réside dans la qualité de l'appareil de production, des services aux entreprises et de l'environnement technologique.

Le gouvernement a vu juste ! C'est en partant des PME-PMI que l'on raffermira notre tissu industriel. Le patronat appelle au secours, parce que l'on va davantage taxer les plus values financières des entreprises afin de gager le soutien aux PME-PMI. Mais que préfère-t-on ? Favoriser le capital productif ou le capital spéculatif? L'argent qui nous fait repousser les limites du progrès technique ou celui qui sommeille ?

Cette semaine encore, Edith CRESSON a su défendre devant l'Assemblée Nationale

une politique de l'immigration, fondée sur le respect des droits et des obligations de chacun mais aussi sur la maîtrise des flux migratoires. Indigne, absurde et archaïque débat que celui lancé par Valéry Giscard d'Estaing. La France s'est appelée la Grande Nation parce qu'elle intégrait les étrangers sur son sol et en faisait des citoyens. Faire fi de cette tradition doit être sévèrement jugé par tous les démocrates. Le gouvernement, lui, agit.

Les deux volets de cette action se soutiennent mutuellement. Il est paradoxal - mais il fallait s'y attendre - que la droite refuse de voter à l'Assemblée Nationale le projet de loi visant à réprimer les employeurs de main-d'œuvre clandestine. Aux rododontades et aux appels à la haine, nous répondons et nous répondrons toujours par une action généreuse et sans faiblesse.

Evidemment, il s'agira de trouver des marges de manoeuvre d'ici à 93. Peut-être la conjoncture nous les donnera-t-elle ? En tous cas, nous avons à les rechercher sans accréditer l'idée que l'on pourrait mener une politique économique différente. Même si un parlementaire socialiste et le Parti agissaient pour obtenir des inflexions lors du débat budgétaire.

Ce serait affaiblir tout le gouvernement dans sa cohérence, dans sa solidarité nécessaire comme dans son action de redressement.

Mais faut-il souligner aussi que tout ne dépend pas du seul Gouvernement. Si l'état d'esprit des chefs d'entreprises français les conduisent à faire de l'emploi la variable unique de régulation de leurs activités économiques, nous n'aboutirons à rien et nous perdrons sur tous les plans. Celui du climat social et celui de la concurrence, car à l'étranger d'autres méthodes et d'autres états d'esprit prévalent.

Oui, l'emploi doit être notre priorité et notre préoccupation constante. Mais pas seulement les nôtres, celles des chefs d'entreprises, celles des partenaires sociaux à qui j'en appelle pour soutenir les mesures annoncées par le Gouvernement pour l'emploi des jeunes et qui vont dans le bon sens. Enrichir la croissance par l'emploi devrait être le mot d'ordre général et la mobilisation de tous parce que l'avenir de tous en dépend.

*
* * *

Affirmation enfin de notre stratégie. Nous aurions tort, mes chers camarades, de considérer le paysage politique français comme immuable. C'est le défaut des analystes aujourd'hui. La situation est à bien des égards, plus fluide qu'il n'y paraît.

A droite, bien entendu. Le discours des "odeurs" et de l' "invasion" pose nécessairement de graves problèmes de conscience à toute une partie des responsables de la droite. Hélas, ce discours est populaire. Donc Chirac comme Giscard auront dans la perspective des primaires la tentation de persister.

Des voix graves se font entendre. Celle de Mme Veil dans une interview dont je veux souligner l'intérêt. Celle de Philippe Seguin, en rupture avec les orientations fondamentales qui sont celles de son camp.

Pour autant, nous commettrions une erreur en imaginant que ces évolutions mènent nécessairement à des positions politiques qui permettent de rapprocher un camp de l'autre, fût-ce au nom du légitime combat contre l'extrême droite. Espérons même par notre action n'avoir jamais besoin d'en venir là. Mais nous n'en sommes pas là. Evitons dans nos propos d'aggraver des risques de confusion.

En revanche, ce que nous avons à prendre en compte aujourd'hui, ce sont des

évolutions importantes au sein même de la majorité présidentielle. Le Parti communiste n'échappera pas à son adaptation. Il devra donner aux événements d'Union Soviétique une réponse à la hauteur des enjeux liés au dénouement du putsch, à la disparition du Parti communiste d'Union Soviétique et au mouvement de libéralisation en cours.

Nous avons cependant, tout en affirmant nos critiques, maintenu la seule ligne possible et raisonnable, celle de la volonté du Parti Socialiste de rassembler toute la gauche, communistes inclus. Cette position a fait l'unanimité entre nous. Je crois qu'il faut nous féliciter d'avoir su passer ce cap délicat.

A l'avenir, naturellement, le Parti communiste devra évoluer. Nous le lui disons avec force, mais c'est à lui d'en décider.

A l'extérieur du Parti Communiste, parfois à l'intérieur, certaines composantes souhaitent s'associer à nos combats. Dans bien des cas, ces forces se sont jointes à nous depuis plusieurs années. Nous devons aussi être capables d'accueillir de nouveaux partenaires. Pour réussir, plus qu'une structure, il faut un projet, un programme, la mobilisation à gauche.

France-Unie n'est pas parvenue à constituer un groupe parlementaire. C'est un projet dont nous devons rediscuter ultérieurement.

Toutefois, il faudra bien s'interroger un jour ou l'autre sur la manière de donner une synthèse et une expression à ces différentes forces. Une fédération de progrès, un mouvement pour la réforme. Peu importent les termes. Mais il faudra bien s'interroger un jour, sachant que là aussi, avant une structure, il faut un projet, un programme, un élan.

Gardons nous de mettre la charrue avant les boeufs. Gardons-nous des impatiences. Et surtout affirmons avec force - j'espère qu'aucun d'entre nous n'en doute - que ce rassemblement-là ne peut se faire qu'à partir d'un Parti Socialiste confirmé. Je ne participerai à aucune structure qui implique la dissolution du Parti Socialiste.

Comme accepterions-nous que le premier parti de France, le seul qui réussit à se maintenir à l'étiage de 25 % de l'électorat puisse se dissoudre dans je ne sais quelle nébuleuse à l'existence bien hypothétique?

Le PS ne peut qu'être la force et le pivot d'un tel rassemblement comme me l'a confirmé le Président de la République à qui l'on prête de bien noires pensées, tout de même !

Interrogeons-nous plutôt sur les conditions qui fondent notre capacité à rassembler. Il est là, le débat immédiat. Car évidemment dans les circonstances présentes l'attraction des socialistes n'est pas tout à fait une donnée spontanée.

Ceci m'amène à parler de l'initiative que nous avons prise sur les modes de scrutin. Chacun sait bien quelle est depuis longtemps notre préoccupation concernant les élections régionales. Nous avons souhaité la modernisation de ce scrutin applicable dès 92. Le Parti n'a pas été entendu, et je le regrette.

Nous allons nous retrouver en mars prochain dans la complexité de la coïncidence de deux modes de scrutin, l'un à un tour, l'autre à deux tours. L'un à la proportionnelle, l'autre au scrutin majoritaire.

Mais surtout, mes chers camarades, je crains par-dessus tout l'absence de majorités

régionales cohérentes rendant à peu près ingouvernable cette institution essentielle que représente la Région.

A tout le moins, que le problème soit posé pour l'avenir s'il ne peut pas être réglé pour 1992. C'est le sens de la proposition de concertation que nous avons lancée aux formations politiques démocratiques. Je constate que cette proposition a recueilli un bon écho. Et il est intéressant de souligner que le RPR lui-même ne peut étayer son refus que pour une raison de calendrier et donc de tactique, que je laisse aux Français le soin de juger.

Je ne crois pas que nous ayons à débattre longuement ici du mode de scrutin aux législatives. Ce n'est ni le jour ni l'heure. Le Parti Socialiste reste attaché à une forme de scrutin majoritaire. Nous l'avons confirmé une fois encore lors de notre Comité Directeur de Juillet, et comme Premier Secrétaire, je n'ai pas d'autre mandat du Parti que celui du scrutin majoritaire, ce qui exclut la représentation proportionnelle intégrale.

Il est vrai, cependant, que nous avons à tenir compte de l'évolution du paysage politique. Des forces politiques nouvelles émergent, auxquelles le mode de scrutin actuel ne permet pas de représentation nationale. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est elles qui nous le disent. En particulier les écologistes. Et nous ne pouvons avoir avec eux le dialogue si nous nions par principe leur représentation.

Que nous disent-elles ? Si les grandes formations se réservent la représentation nationale sans faire leur part aux autres forces, la démocratie s'en trouvera affaiblie. Et ce qui est aujourd'hui une interrogation peut devenir à notre rencontre un reproche, une critique. Qu'en sera-t-il pour les élections régionales ?

Le texte du Bureau Exécutif ouvre une perspective, une perspective limitée. Celle d'un scrutin mixte qui ferait une part à la représentation proportionnelle, l'essentiel du mode de scrutin restant fondé sur le scrutin majoritaire de circonscription.

Les choses ont été dites avec suffisamment de clarté, par moi-même puis par le Bureau Exécutif, pour interdire toute forme de faux débat. Certains feignent d'y voir une préparation psychologique vers autre chose. A ceux-là je veux répondre avec la plus extrême clarté. En responsabilité, le Parti Socialiste a pris une décision, celle d'ouvrir le débat sur une question limitée. Mais pas au-delà. Les auteurs de politique-fiction seront déçus, et l'essentiel sera acquis : le Parti Socialiste prend l'initiative, crée le mouvement. Bref, le Parti se comporte pour ce qu'il est, le grand parti de la majorité.

Je constate d'ailleurs que le débat engagé entre nous recueille déjà un assez large assentiment. J'ai lu l'article de Jean-Claude Petitdemange dans "Le Monde". Et je connais, pour en avoir discuté avec eux, la position de Laurent Fabius, Michel Rocard et Lionel Jospin.

Un tel mode de scrutin mixte est-il possible ? Là, ce n'est pas à nous de répondre. Il appartiendra au Ministre de l'Intérieur de s'assurer de la constitutionnalité et des modalités. Le Parti Socialiste, pour sa part, décidera le moment venu de sa propre position.

Le moment venu ! Evidemment un parti politique ne se dirige pas comme un Airbus. Il y a plutôt dans les contingences de notre action les contraintes forcées de l'aérostier. Je veux dire que, quelle que soit notre volonté d'agir avec méthode, ce sont les vents de l'actualité qui, parfois, commandent. Et ce débat stratégique qui englobe les modes de scrutin nous est dicté, vous le comprenez bien, par les circonstances du présent.

L'essentiel de notre énergie, nous devons pourtant le consacrer au Projet, et nous le ferons. C'est la bataille des idées qui doit être la bataille des prochaines semaines. Si j'emploie le mot bataille c'est avec l'espoir, précisément, que cette bataille n'aura pas lieu

entre nous. Mais nous ne pouvons pas non plus ignorer qu'autour de nous les forces politiques bougent, que le mouvement s'engage avec les grands enjeux électoraux comme perspective.

Nous aussi, nous aurons à définir notre stratégie. Ce qui ne signifie pas un changement de ligne. Nous n'avons pas à changer ce sur quoi nous sommes d'accord, le rassemblement à gauche, la nécessité de fédérer la majorité présidentielle. Nous n'avons pas à nous précipiter dans je ne sais quel rassemblement contre le Front National inefficace tout autant que dangereux par son imprécision.

Mais chaque grande élection adopte un vocabulaire différent. Le paysage politique a changé et nous devons nous y adapter. Quand devons-nous le faire ?

J'avais proposé d'en discuter lors d'un Comité Directeur qui se serait situé fin novembre, à quelques jours de notre congrès extraordinaire, afin de laisser à ce dernier, comme c'est d'accord entre nous, l'exclusivité de sa dimension "Projet". On m'objecte que même ainsi nous risquerions de pervertir les débats.

Pourrons-nous attendre jusqu'en janvier alors que les échéances électorales approchent ? Je laisserai ce soir à la Commission des Résolutions le soin d'en débattre et de vous proposer demain un calendrier.

Mes chers camarades, le parti que nous avons pris est celui du mouvement. Aucune échéance électorale n'est gagnée ou perdue d'avance. Et que l'on ne compte pas sur moi pour s'inscrire dans une stratégie de l'échec.

Ce que nous avons à sauvegarder est essentiel : une gestion de dix ans, dont nous pouvons être fiers, je l'ai dit au début. Et je ne comprends pas que certains limitent leur contre-projet à une critique contre l'action du gouvernement dont ils ont, pour l'essentiel, été partie prenante.

Ce que nous avons à sauvegarder, c'est la capacité pour le Président de la République, de réussir son deuxième septennat : ce sera aussi la réussite de la majorité et celle du Parti Socialiste. Et si certains s'imaginaient que la victoire comme l'échec puisse être autrement que collective, ils assumeraient une immense responsabilité face aux socialistes et face à eux mêmes.

Ce que nous avons à sauvegarder c'est la capacité des Socialistes à prolonger pendant longtemps encore la possibilité d'inscrire dans le réel un projet qu'ils savent actualiser en fonction de leurs réussites et de leurs échecs. Et que l'on ne dise pas ici qu'il est paradoxal de faire un projet en même temps que nous exerçons des responsabilités gouvernementales.

C'est précisément dans ce type de moment que le projet, c'est à dire la perspective d'avenir, a le plus d'importance ! Faute de quoi nous en serions réduits à faire un projet dès lors que nous n'avons pas de chance de l'appliquer, et à vivre sans projet au moment où précisément, nous avons à l'appliquer.

Le mouvement doit s'appuyer sur notre cohésion. Telle est bien notre première responsabilité. L'esprit du Comité directeur de juillet a, depuis plusieurs mois, été respecté. Or, sans ce respect point de salut. C'est ce qui nous a permis d'avancer dans l'élaboration de nos listes régionales dans un climat satisfaisant. C'est aussi ce qui nous a permis d'élaborer le projet dans les conditions que vous connaissez.

Car le mouvement doit aussi tenir à nos idées. Le Projet nous devons le discuter mais nous devons aussi le porter vers les autres. C'est d'ailleurs de ce Projet que devra découler le programme en vue des futures élections législatives et naturellement ce programme nous devons en discuter avec d'autres partenaires et préparer le rassemblement, le Parti ou le

mouvement qui devra être réalité au printemps prochain.

Chers camarades, cette Convention Nationale se fixera prioritairement sur l'élaboration de nos listes aux élections régionales. Ce n'est pas une mince affaire. Nous devons aussi adopter le calendrier pour les mois qui viennent. Nous devons enfin dans notre débat politique, faire le point sur toutes les dimensions de la période.

L'ensemble de ces débats nous occupera toute la soirée puis la matinée de demain. Je déclare donc sans attendre ouvert le débat général.

En rappelant l'essentiel pour les prochains mois :

Cohésion d'abord,

Projet ensuite.

Mais surtout : le mouvement, l'action et la confiance en nous, mais, camarades, la confiance pour le Parti et le rassemblement qu'il devra animer.